

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen aangaande het hoger onderwijs dat niet wordt verstrekt door de universitaire instellingen noch door de hogescholen*

*Enige afdeling.* — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs

**Art. 10.** Aan artikel 9, § 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake het hoger onderwijs, worden de woorden « een zelfde studiejaar » vervangen door de woorden « hetzelfde studiejaar van een zelfde afdeling ».

**Art. 11.** In artikel 9, § 1, 3°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs, gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998, worden de woorden « voor eenzelfde studiejaar of in om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook » vervangen door de woorden « in eenzelfde studiejaar van een zelfde afdeling, of ieder andere studieonderverdeling in dezelfde discipline » en worden de woorden « in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs » vervangen door « dat onder het hoger onderwijs ressorteert, in België of in het buitenland ».

**Art. 12.** Artikel 9, § 1, 5°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 1999.

Bekrachtigen onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 28 oktober 1999.

De Minister-President,  
belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K&G,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,  
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie.  
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

(1) *Buitengewone zitting 1999.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 15-1. — Commissieamendementen, nr.15-2. — Verslag, nr. 15-3.  
*Zitting 1999-2000.*

*Documenten van de Raad.* — Amendementen van de zitting, nr. 15-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 19 oktober 1999.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 99 — 3603

[99/29647]

**21 MAI 1999.** — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant et complétant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment les articles 10ter, 10quater et 10quinquies, telle que modifiée par le décret du 31 mai 1999 portant certaines réformes en matière d'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 23 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 mai 1999;

Vu les protocoles d'accord du 12 mai 1999;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999;

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions organiques

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, l'intitulé du chapitre A : « Du personnel des cours techniques supérieurs » est remplacé par l'intitulé suivant : « Du personnel de l'enseignement supérieur de type court ».

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité, un chapitre *Abis*, libellé comme suit, est inséré après le chapitre A :

« Chapitre *Abis* — Du personnel de l'enseignement supérieur de type long :

Assistant :

a) porteur du titre requis, si ce titre est un titre du niveau supérieur du 3 <sup>e</sup> degré	415
b) porteur du titre visé sub a), du certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur et en fonction, en cette qualité, depuis neuf ans au moins	422
c) porteur du titre requis, si ce titre est un titre du niveau supérieur du 2 <sup>e</sup> degré	340
d) porteur du titre requis visé sub c), du certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur et en fonction, en cette qualité, depuis neuf ans au moins	350
e) porteur du titre requis, si ce titre est un titre du niveau supérieur du 1 <sup>er</sup> degré	245
f) porteur du titre requis visé sub e), du certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur et en fonction, en cette qualité, depuis neuf ans au moins	260
g) porteur d'un titre du niveau supérieur du 3 <sup>e</sup> degré, autre que celui visé sub a)	411
h) porteur d'un titre du niveau supérieur du 2 <sup>e</sup> degré, autre que celui visé sub c)	348
i) porteur d'un titre du niveau supérieur du 1 <sup>er</sup> degré, autre que celui visé sub e)	241

Chargé de cours :

a) porteur du titre requis du niveau supérieur du 3 <sup>e</sup> degré	436
b) porteur d'un titre du niveau supérieur du 3 <sup>e</sup> degré, autre que celui visé sub a)	415 »

#### CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

**Art. 3.** A Partir du 1<sup>er</sup> septembre 2005, dans le Chapitre C « Du personnel des cours techniques secondaires inférieurs » de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité, le texte de la rubrique « Chargés de cours généraux — Régime transitoire » est remplacé par le texte suivant :

##### « Régime transitoire »

a) qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle III/145.400 - 248.600	1/20 de 240
b) qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle iii/131.400 - 234.320	1/20 de 223
c) porteur du diplôme d'instituteur primaire qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle II/109.400 - 197 660/20 de 216	
d) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle II/109.400 — 197.660	1/20 de 206/3
e) porteur d'autres titres et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle II/109.400 — 197.660	1/20 de 206/2 »

**Art. 4.** A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2005, le chapitre E « Du personnel auxiliaire d'éducation » de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité, est remplacé par le chapitre suivant :

#### « CHAPITRE E. — Du personnel auxiliaire d'éducation

Surveillant-éducateur :

a) porteur du diplôme :

- d'instituteur primaire;
- d'institutrice gardienne;
- d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;
- d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;
- de conseiller social;
- d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classé au premier degré;
- d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court;
- de candidat délibéré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi;
- du diplôme d'école technique supérieure du premier degré complété par le certificat de C.N.T.M. ou par le C.A.P.

- b) porteur :
- du diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré;
  - du certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur complété par le certificat de C.N.T.M. ou par le C.A.P.;
  - du diplôme d'école technique secondaire supérieure complété par le C.N.T.M. ou par le C.A.P.; 1/36 de 143/1
- c) porteur du diplôme d'enseignement secondaire supérieur 1/36 de 020

## Régime transitoire

- a) qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle II/97.400-185.420 1/36 de 144/1
- b) qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle I/97.400-173.900 1/36 de 104
- Educateur économiste : 1/36 de 153
- Secrétaire de direction : 1/36 de 153

**Art. 5.** Dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité, les échelles de traitement 153, 241, 245, 348, 411 et 436 sont fixées comme suit :

## Echelle de la classe « 22 ans »

153	241	245
715 929 - 1 220 000	734 714 - 1 239 602	771 223 - 1 276 111
$3^1 \times 21\ 826$	$3^1 \times 22\ 260$	$3^1 \times 22\ 260$
$1^2 \times 35\ 924$	$12^2 \times 36\ 509$	$12^2 \times 36\ 509$
$1^2 \times 37\ 038$		
$1^2 \times 37\ 059$		
$9^2 \times 36\ 508$		

## Echelle de la classe « 23 ans »

348
727 295 - 1 313 787
$4^1 \times 25\ 821$
$11^2 \times 43\ 928$

## Echelles de la classe « 24 ans »

411	436
771 223 - 1 422 141	1 095 347 - 1 746 265
$3^1 \times 27\ 604$	$3^1 \times 27\ 604$
$11^2 \times 51\ 646$	$11^2 \times 51\ 646$ »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

**Art. 6.** Entre le 1<sup>er</sup> septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visé aux articles 3 et 4 du présent arrêté bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

a) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

b) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

c) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

d) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

e) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

f) pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre II du présent arrêté;

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 1999.

**Art. 8.** Le Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3603

[C — 99/29647]

**21 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende de rechtspositie van de leden van het rijksonderwijspersoneel, zoals hij werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid op de artikelen 10<sup>ter</sup>, 10<sup>quater</sup>, en 10<sup>quinqüies</sup>, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1999 houdende sommige hervormingen in het hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van 25 oktober 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedende hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 mei 1999;

Gelet op de akkoord-protocollen van 12 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

Gelet op de beraadslaging van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Organieke bepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, wordt het opschrift van hoofdstuk A : « Het personeel van de hogere technische leergangen » vervangen door het volgende opschrift : « Het personeel van het hoger onderwijs van het korte type ».

**Art. 2.** In artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 15 maart 1974, wordt er een hoofdstuk *Abis* ingevoegd na het hoofdstuk A, luidend als volgt :

Hoofdstuk *Abis*. — Het personeel van het hoger onderwijs van het lange type :

Assistent :

a) houder van het vereiste getuigschrift, indien dit getuigschrift een getuigschrift van hoger niveau van de 3e graad is 415

b) houder van het in a) bedoeld getuigschrift, van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, aangepast aan het hoger onderwijs en die in deze hoedanigheid ten minste sedert negen jaar tewerkgesteld is 422

c) houder van het vereiste getuigschrift, indien dit getuigschrift een getuigschrift van hoger niveau van de 2e graad is 340

d) houder van het in c) bedoeld getuigschrift, van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, aangepast aan het hoger onderwijs en die in deze hoedanigheid ten minste sedert negen jaar tewerkgesteld is	350
e) houder van het vereiste getuigschrift, indien dit getuigschrift een getuigschrift van hoger niveau van de 1e graad is	245
f) houder van het in e) bedoeld getuigschrift, van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, aangepast aan het hoger onderwijs en die in deze hoedanigheid tenminste sedert negen jaar tewerkgesteld is	260
g) houder van een ander getuigschrift van hoger niveau van de 3e graad dan dit bedoeld bij a)	411
h) houder van een ander getuigschrift van hoger niveau van de 2e graad dan dit bedoeld bij c)	348
i) houder van een ander getuigschrift van hoger niveau van de 1e graad dan dit bedoeld bij e)	241
Docent	
a) houder van het vereiste getuigschrift van hoger niveau van de 3e graad	436
b) houder van een ander getuigschrift van hoger niveau van de 3e graad dan dit bedoeld bij a)	415 ».

**Art. 3.** Vanaf 1 september 2005 wordt in hoofdstuk C « Het personeel van de technische vakken van het lager secundair onderwijs » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 15 maart 1974, de tekst van de rubriek « Docenten algemene vakken- Overgangsstelsel » vervangen door de volgende tekst :

a) die op 31 maart 1972 de schaal III/145.400-248.600 kreeg	1/20 van 240
b) die op 31 maart 1972 de schaal III/131.400-234.320 kreeg	1/20 van 223
c) houder van het diploma van onderwijzer die op 31 maart 1972 de schaal II/109.400-197.660 kreeg	1/20 van 216
d) houder van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs die op 31 maart 1972 de schaal II/109.400-197.660 kreeg	1/20 van 206/3
e) houder van andere getuigschriften en die op 31 maart 1972 de schaal II/109.400-197.660 kreeg	1/20 van 206/2

**Art. 4.** Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk E « Het opvoedend hulppersoneel » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 15 maart 1974 vervangen door het volgend hoofdstuk :

« HOOFDSTUK E. — *Het opvoedend hulppersoneel*

Studiemeester-opvoeder :

a) houder van het diploma van :	
— onderwijzer;	
— kleuteronderwijzeres;	
— geagreerde voor het lager secundair onderwijs;	
— geagreerde voor het hoger secundair onderwijs;	
— sociaal adviseur;	
— maatschappelijk assistent uitgereikt door een hogere sociale onderwijsinrichting of door een school of een afdeling van het hoger technisch onderwijs gerangschikt in de eerste graad;	
— opvoeder uitgereikt door een hogere pedagogische onderwijsinrichting van het korte type en met volledig leerplan of op het einde van een afdeling « gespecialiseerde opvoeders » georganiseerd door het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type;	
— kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit of door een instelling die daartoe door de wet gemachtigd is;	
— een hogere technische school van de eerste graad aangevuld met het getuigschrift van de « C.N.T.M. » of door het GBB	1/36 van 216
b) houder van :	
— het schooldiploma of dit van de hogere technische leergangen van de eerste graad;	
— het gehomologeerd getuigschrift van middelbare studies van de hogere graad aangevuld met het getuigschrift van « C.N.T.M. » of door het GBB;	
— het diploma van hogere secundaire technische school aangevuld met de « C.N.T.M. » of door het GBB	1/36 van 143/1
c) houder van het diploma van hoger secundair onderwijs	1/36 van 020
Overgangsstelsel :	
a) die op 31 maart 1972 de schaal II/97.400-185.420 kreeg	1/36 van 144/1
b) die op 31 maart 1972 de schaal I/97.400-173.900 kreeg	1/36 van 104
Opvoeder-huismeester	1/36 van 153
Directiesecretaris	1/36 van 153

**Art. 5.** In de tabel als bijlage bij voormeld koninklijk besluit van 15 maart 1974 zijn de weddeschalen 153, 241, 245, 348, 411 en 436 als volgt vastgesteld :

## Schalen van klasse « 22 jaar »

153	241	245
715 929 - 1 220 000	734 714 - 1 239 602	771 223 - 1 276 111
3 <sup>1</sup> x 21 826	3 <sup>1</sup> x 22 260	3 <sup>1</sup> x 22 260
1 <sup>2</sup> x 35 924	12 <sup>2</sup> x 36 509	12 <sup>2</sup> x 36 509
1 <sup>2</sup> x 37 038		
1 <sup>2</sup> x 37 059		
9 <sup>2</sup> x 36 508		

## Schalen van klasse « 23 jaar »

348
727 295 - 1 313 787
4 <sup>1</sup> x 25 821
11 <sup>2</sup> x 43 928

## Schalen van klasse « 24 jaar »

411	436
771 223 - 1 422 141	1 095 347 - 1 746 265
3 <sup>1</sup> x 27 604	3 <sup>1</sup> x 27 604
11 <sup>2</sup> x 51 646	11 <sup>2</sup> x 51 646 »

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 6.** Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgen de in de artikelen 3 en 4 van dit besluit bedoelde personeelsleden een weddeverhoging als volgt vastgesteld :

a) voor de periode tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit;

b) voor de periode tussen 1 september 2000 en 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit;

c) voor de periode tussen 1 september 2001 en 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit;

d) voor de periode tussen 1 september 2002 en 31 augustus 2003, 47,50 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit;

e) voor de periode tussen 1 september 2003 en 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit;

f) voor de periode tussen 1 september 2004 en 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk II van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 7.** dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1999.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 21 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE